



Décembre 2025

Mieux manger pour tous en Pays de la Loire

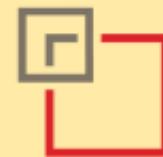
Synthèse des premiers enseignements et perspectives



PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

DREETS
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités



Agence
nouvelle des
**solidarités
actives**

Contexte

Depuis 2023, dans le cadre du Pacte des solidarités 2023 – 2027, l'Etat intensifie son soutien à la lutte contre la précarité alimentaire à travers la mise en place du fonds « **Mieux manger pour tous** ».

Au niveau déconcentré, les DREETS et les DDETS déclinent ce programme avec pour objectif de **renforcer la couverture et la qualité de l'aide alimentaire**, notamment au travers du renforcement des coopérations entre acteurs associatifs, producteurs et collectivités.

Ainsi, en région Pays de la Loire, une **quarantaine d'acteurs** sont soutenus depuis 2023 afin de développer de nouvelles modalités d'organisation de l'aide alimentaire, « d'aller vers » celles et ceux qui n'ont pas accès à une alimentation de qualité, d'inscrire durablement la précarité alimentaire dans le cadre des projets alimentaires de territoires, etc.

En 2025, près de deux ans après le lancement des premières actions, la DREETS Pays de la Loire a souhaité, avec l'Agence nouvelle des solidarités actives, initier **une démarche d'animation et de capitalisation autour de ce programme à l'échelle régionale**.

Plusieurs temps de rencontres et de travail menés entre juin et novembre 2025 ont permis aux porteurs de projets d'échanger sur la mise en œuvre de leurs actions, de partager leurs difficultés, mais aussi d'identifier les points forts de chaque projet et ce qui fait le succès de certaines actions, parfois au-delà des ambitions initialement fixées !

Ce sont ces résultats que nous vous proposons de couvrir à travers la synthèse qui suit.

Les équipes de la DREETS Pays de la Loire et de l'Agence nouvelle des solidarités actives



Les premiers enseignements du programme « Mieux Manger pour tous » en région Pays de la Loire

INTRODUCTION

- 1. Rappels sur la précarité alimentaire en France et en Pays de la Loire**
- 2. Le fonds Mieux manger pour tous**
- 3. Les objectifs de la mission Ansa**
- 4. La méthode d'animation et de capitalisation**
- 5. Qui sont les porteurs de projets MMPT en Pays de la Loire ?**

La précarité alimentaire en France et en Pays de la Loire

- En Pays de la Loire, 10,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté soit **400 000 personnes**
- **Le programme "Mieux Manger Pour Tous" (MMPT)** a été lancé en 2023 pour lutter contre la précarité alimentaire en France, un phénomène exacerbé par l'inflation.
 - En 2023 : **60 millions d'euros**.
 - Deux volets, **un volet national**, et **un volet local**
 - 4 axes principaux :
 - la création d'alliances locales entre producteurs, associations et collectivités ;
 - le soutien aux projets alimentaires territoriaux (PAT) ;
 - le financement d'expérimentations pour repenser l'aide alimentaire ;
 - L'amélioration de la couverture des zones géographiques « blanches »

Mieux Manger pour Tous en Pays de la Loire

En Pays de la Loire, le fonds Mieux Manger a permis de financer, **depuis 2023 jusqu'en 2026 :**

- **39 structures différentes**
- **41 projets**
- Pour une enveloppe globale de près de **3 600 000 euros.**

Dans le détail :

Territoire	Nombre de projet financés	Montant total (en euros)
44	14	1 100 934
49	5	725 379
53	5	190 412
72	9	797 848
85	6	652 391
Régional	2	125 000
TOTAL	41	3 591 968

Mieux Manger pour Tous en Pays de la Loire

Une diversité d'initiatives soutenues

- Développement de nouvelles sources d'appro de qualité / local pour des activités de distribution alimentaire sous différentes formes :
 - Epiceries sociales / solidaires – **Les Amis de la solidarité et de l'insertion, Mairie de Vertou, CCAS Nantes, CCAS de Rezé, Coup de Main**
 - Marchés et paniers solidaires - **Aspire Saumur, Jardin de Cocagne Angevin,**
 - Boutiques - **Graines d'ID**
 - Groupement d'achats – **VRAC**
 - Distributions aide alim plus classiques...
- Activités de transformation ou de reconditionnement **Banques alimentaires 44 et 85**
- Couverture des zones blanches :
 - Diagnostic / cartographie pour repérer les zones non couvertes, en coordination avec acteurs du territoire - **BA Mayenne**
 - Les ateliers ambulants "Roulotte papote" pour aller à l'encontre de personnes isolées en milieu rural par **l'Université populaire du Saumurois**
 - Le camion d'épicerie sociale "Le Rayon" de la **BA 44**, qui couvre 10 communes dans des zones blanches

Mieux Manger pour Tous en Pays de la Loire

Actions de coordinations / mise en réseau des acteurs sur un territoire pour améliorer la lutte contre la précarité alimentaire ;

- **Maire de Vertou** : animation d'un groupe de travail "accessibilité alimentaire" pour une feuille de route Précarité alimentaire avec agents collectivité, agriculteurs, acteurs associatifs
- **Syndicat mixte du Parc Naturel Région de Brière**, projet MMPT dans le cadre du PAT pour engager une dynamique locale et mettre en place des projets LCPA avec les acteurs du territoire (diagnostic des solidarités alimentaires, actions de formation et sensibilisation sur l'alimentation saine et durable pour les professionnels et bénévoles qui accompagnent des bénéficiaires)

Actions de sensibilisation au "mieux manger pour tous" (ateliers cuisines, accompagnement des familles sur leur alimentation)

- Défis Foyers à Alimentation Positive - **Pays Vallée de la Sarthe, avec le GAB** pour accompagner des familles pendant 5 mois
- **CCAS de Rezé** mise en place d'ateliers animés par des professionnels de la santé ou de l'alimentation, dans des centres socio culturels et au CCAS

> Pour la plupart des structures soutenues, les projets mettent en œuvre plusieurs de ces actions qui s'articulent - ex, achats de nouvelles denrées locales de qualité, activité de distribution, et d'accompagnement des publics !

Objectifs de l'accompagnement de l'Ansa



> Favoriser l'interconnaissance entre porteurs de projets, permettre de partager ses avancées et ses difficultés, s'entraider



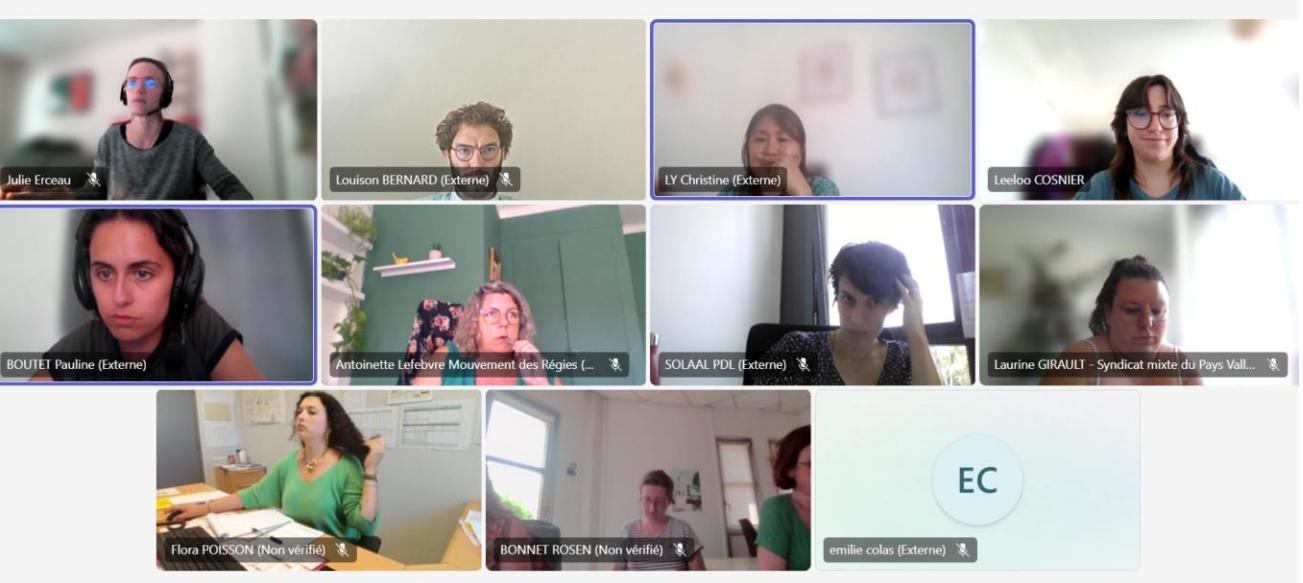
> Capitaliser, tirer des enseignements sur ce qui a bien fonctionné, les réussites et les échecs



> Penser la suite du programme, ouvrir des perspectives

Déroulé de l'accompagnement

- **3 temps d'interconnaissance entre structures et présentation des projets**
- Les 16, 19 et 25 juin 2025
- 23 participant.es



Consignes post-it

- Ce qui a été fait
- Les actions nécessaires
- Ce qui va peut-être faire - actions en standby

Banque Alimentaire 44

Le projet vise à créer un atelier de transformation alimentaire en insertion au sein du Marché d'intérêt National (MIN) de Nantes, en collaboration avec plusieurs partenaires locaux pour améliorer la qualité nutritionnelle de l'aide alimentaire tout en luttant contre le gaspillage. Une gamme de produits transformés à partir de produits issus de l'agriculture biologique sera créée. Des ateliers sur la nutrition, la cuisine et les pratiques alimentaires y seront aussi organisés pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Plan d'aménagement du local du MIN
Le recouvrement du responsable de l'insertion
L'écriture du Projet
La visite de la CCIRPA
Le choix du matériel

Les travaux ne sont pas commencés

L'évaluation du projet
1- analyse
2- impact sur la santé des bénéficiaires
Accompagnement par un cabinet d'architecte

Banque Alimentaire 44

Le projet vise à mettre en place un dispositif itinérant d'aide alimentaire dans les zones blanches, en organisant des ateliers cuisine et en distribuant des colis d'aide alimentaire et en mutualisant les moyens logistiques. Ce dispositif vise à répondre aux besoins immédiats des personnes accueillies au sein des associations et C.C.A.S partenaires de la Banque Alimentaire en fournissant une alimentation équilibrée tout en optimisant les ressources disponibles grâce à une coordination efficace entre les différentes parties prenantes.

30 communautés sont dans le dispositif
107 bénéficiaires
22 ans (âge moyen)
Sous forme d'une réunion

Les bénéficiaires gèrent et suivent leur aide
Les actions budgétaires

Banque Alimentaire 44

Le projet "Du Champ à l'Assiette" vise à promouvoir une alimentation de qualité, durable et équitable, en valorisant les produits locaux, en réduisant le gaspillage alimentaire et en renforçant les alliances solidaires locales, via 3 actions principales :

- Souvenir l'approvisionnement local par la création de filières solidaires en circuits courts
- Renforcer les collaborations avec les acteurs locaux producteurs et acteurs associatifs (rencontres, temps de formation, distribution d'outils pédagogiques) ...
- Renforcer l'accompagnement des bénéficiaires par des actions et ateliers de sensibilisation autour de l'alimentation et la réduction du gaspillage

Action :
- souvenirs des producteurs locaux
- sensibilisation aux circuits courts

Super coordination avec les réseaux du cœur et la crise rouge mobile

Coordination avec le "Marquis" dispositif de canapé

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Actions de sensibilisation et de formation

Actions de sensibilisation et de formation

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Participation à l'atelier à LLLI 2 MURT
Coopération entre la CEA et la coopérative solidaire

Actions de sensibilisation et de formation

Déroulé de l'accompagnement

2 ateliers de capitalisation

- **Le 25 septembre à la Roche sur Yon**

- Repas partagé à **Graines d'ID**, visite de la boutique primeur, et de l'atelier d'insertion en maraîchage

- **Le 1er octobre à Angers**

- Repas partagé à **Resto Troc**, visite du **Jardin de Cocagne Angevin**

- **17 participant.es**



Déroulé de l'accompagnement

Une journée régionale, organisée le 21 novembre 2025 à Nantes



Après une introduction de la Journée par **Jérôme GIUDICELLI**, Directeur de la **DREETS Pays de la Loire**, l'Ansa et les porteurs de projets sont revenus sur les premiers enseignements du programme.

Clémentine CHAUVEAU, de l'**association SOLAAL** est revenue sur l'intérêt d'organiser les dons émanant producteurs et associations d'aide alimentaire afin d'améliorer la qualité de l'Aide alimentaire et de limiter le gaspillage.

Flora POISSON, du **CIAS de Saint-Gilles Croix de Vie (85)** sur le projet d'ouverture d'une épicerie intercommunale, venant remplacer et mutualiser les moyens des 14 communes.

Julien LEMARCHAND, du **Jardin de Cocagne angevin (49)**, a illustré comment le projet « Mon p'tit marché » répond aux enjeux d'accessibilité économique, physique et sociale en organisant des marchés de fruits et légumes frais au sein des 10 maisons de quartiers de la Ville d'Angers.

Nathalie FRONT, de la **Banque alimentaire de Loire Atlantique (44)** a présenté le fonctionnement envisagé de l'atelier de transformation qui verra le jour au Marché d'intérêt national (MIN) de Nantes.

Déroulé de l'accompagnement

Une journée régionale, organisée le 21 novembre 2025 à Nantes

Une table-ronde pour débattre de **la contribution des initiatives de solidarité et d'aide alimentaire à la transition socio-écologique** avec **Anne GOBBEY**, chargée de mission innovation sociale et territoriale, transition juste à l'**ADEME**, **Aline LE FAILLER**, doctorante en géographie sociale, Le Mans Université, UMR Espaces et sociétés, et **Manon SIRISOUK**, directrice-adjointe de l'**association APPUI**, porteuse de la plateforme logistique "Au bon transit" en Seine Saint-Denis.



L'après-midi était dédiée à des **ateliers** pour échanger sur les **leviers et pratiques inspirantes** pour :

- 🥕 Favoriser la place des personnes en situation de précarité dans les projets
- 🥦 Créer les conditions d'un contrat entre producteurs locaux, collectivités et associations
- 🍎 Faciliter l'accès aux droits des personnes qui fréquentent l'aide alimentaire
- 🍐 Pérenniser le modèle socio-économique des initiatives

I - DEVELOPPER UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITE POUR TOUS-TES

- 1. Rapprocher producteurs locaux et structures de la lutte contre la précarité alimentaire**

- 2. Valoriser les approvisionnements pour améliorer la qualité de l'aide et limiter les pertes**

Développer une offre alimentaire de qualité pour tous-tes : les constats

- **Deux constats** au niveau national et local
 - **Un besoin de fournir les structures d'aide alimentaire** et de lutte contre la précarité alimentaire **en produits de qualité** (frais, durable, locaux...) : objectif du fonds Mieux Manger Pour Tous
 - **Un monde agricole en vulnérabilité** économique et sociale*, dont l'aide alimentaire est loin d'être le débouché principal et naturel
- Pour résoudre cette tension, plusieurs projets MMPT en Pays de la Loire ont décidé d'agir sur leur offre alimentaire :
 - En valorisant leurs approvisionnements actuels
 - En développant de nouveaux circuits d'approvisionnements

Rapprocher producteurs locaux et structures de la lutte contre la précarité alimentaire

Développement de nouveaux circuits d'approvisionnements auprès de producteurs locaux

- **Des achats** auprès de producteurs locaux
 - En grande quantité, via des coopératives ou groupements, en particulier pour les banques alimentaires : **Banque alimentaire de Loire Atlantique, Banque alimentaire de Vendée**
 - En direct producteur, localement, avec de nouveaux circuits d'achats développés par les structures sur leur territoire : **Mairie de Vertou et CCAS de Nantes**, pour leur épicerie solidaire
- **Des dons**, notamment en passant par des intermédiaires spécialisés : **Solaal**
- **Des structures productrices** (ateliers d'insertion en maraîchage) qui développent une activité d'offre solidaire : **Aspire Saumur, Jardin de Cocagne Angevin, Régie de quartier Graines d'ID...**

Rapprocher producteurs locaux et associations de lutte contre la précarité alimentaire : les freins

- ... Mais ont pu rencontrer plusieurs difficultés :
 - Difficultés à **convaincre** les producteurs locaux :

“

Un frein récurrent qui bloque le don agricole, c'est que certains agriculteurs préfèrent restituer leurs surplus à la terre ! – Graines d'ID

- **Difficultés logistiques** pour les associations : manque de moyens matériels / logistiques pour le transport et stockage, difficultés de mutualisations...
- **Difficultés RH** pour les associations : un travail de prospection qui prend du temps, et une difficulté à confier ce travail à des bénévoles

“

Gérer la relation avec des producteurs, cela demande une certaine façon de travailler, des compétences précises. – PETR Pays de Retz

- **Difficultés liées à des incompatibilités entre offre et demande**
- **Anticipation des difficultés à maintenir ces partenariats sur le long terme**, et la capacité à pouvoir maintenir un **prix d'achat juste**

➤ C'est le fonds MMPT qui permet aux structures d'acheter des denrées aux producteurs locaux !

Rapprocher producteurs locaux et associations de lutte contre la précarité alimentaire : les leviers

- **Plusieurs leviers** identifiés par les porteurs de projet :

- **Accepter de prendre le temps**

“

Réussir à se faire connaître par de potentiels donateurs, c'est un travail de fourmi qui se fait sur le temps long et ne doit pas être négligé. - Solaal

- **Rassembler structures et producteurs autour d'une démarche commune pour développer des circuits d'approvisionnement vertueux au niveau local** : **PETR Pays de Retz** (démarche de planification avec le GAB 44 entre fermes et antennes des Restos du Coeur), **le Jardin d'Esia (Réseau Cocagne** – projet de création d'une micro-filière agricole bio avec le GAB, groupe projet maraîchère, bénéficiaire de l'aide alimentaire et membres de la BA pour créer de nouveaux débouchés – paniers solidaires et BA)
 - **Faciliter la logistique des producteurs** : mutualiser les approvisionnements sur un territoire, passer par des intermédiaires (**Solaal**)
 - Se rencontrer, **créer du lien entre structures de lutte contre la précarité** alimentaire; **personnes concernées et producteurs locaux**
 - Visites de fermes et chantiers par les bénéficiaires de l'épicerie du **CCAS de Nantes** ; visites et cueillettes solidaires pour l'approvisionnement de l'épicerie sociale du **CCAS de Rezé**, avec parents et enfants
 - Marché **d'Aspire Saumur**, tenu en binôme avec des salariés en insertion du CIM

Valoriser les approvisionnements pour améliorer la qualité de l'aide et limiter les pertes

Valoriser les approvisionnements pour améliorer la qualité de l'aide et limiter les pertes

- Pour les banques alimentaires, qui redistribuent des denrées aux associations distributrices et habilitées sur la région :
 - **Des approvisionnements en DLC très courtes**, difficiles à écouler, en très grande quantité, parfois de qualité moindre
 - **Une offre inadaptée à un public changeant**, personnes seules, qui cuisinent peu (notamment par manque de moyens matériels)
 - **D'importantes quantités jetées**, avec pourtant des produits frais qui pourraient être consommés si transformés (en particulier fruits et légumes)
- **Des projets d'atelier de transformation**, pour valoriser ces approvisionnements :

Banque alimentaire de Vendée : un atelier de reconditionnement de légumineuses ; un atelier de transformation (cuisson, mise sous vide, distribution ou congélation – recettes simples à base de viande).

Banque alimentaire de Loire Atlantique : un atelier de transformation alimentaire en insertion au sein du Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes, à vocation collective, qui pourra être utilisé par d'autres acteurs du territoire

Valoriser les approvisionnements pour améliorer la qualité de l'aide et limiter les pertes

- **Des projets d'envergure**, qui demandent un investissement conséquent...
- ... **Et plus longs à mettre en place** (investissements, travaux, formation de salariés en insertion, difficulté à confier les tâches à des bénévoles, respect des règles sanitaires...)
 - Banque alimentaire de Vendée : objectif d'opérationnalité mars 2026
 - Banque alimentaire de Loire Atlantique : travaux à venir, un chef salarié commence à concevoir les recettes

II – FAVORISER L'ACCESSIBILITE

- 1. Favoriser l'accessibilité économique à une alimentation de qualité**
- 2. Favoriser l'accessibilité physique à une alimentation de qualité**
- 3. Favoriser l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité**

Favoriser l'accessibilité à une alimentation de qualité, au-delà de l'aide alimentaire d'urgence

- Un constat sur les projets MMPT : **viser un public large, sur différents niveaux de vulnérabilités**
 - **Publics très précaires**, qui dépendent de l'aide alimentaire, parfois logés en hébergement d'urgence ou à l'hôtel
 - **Publics frappés par l'inflation**, depuis quelques mois ou années, qui éprouvent des difficultés en termes d'accès à l'alimentation et qui pourraient basculer dans des situations plus difficiles

MMPT : sortir de l'aide alimentaire d'urgence

Un enjeu : assurer l'accessibilité des projets qui offrent une alimentation de qualité, pour toutes et tous...

...en agissant sur les trois piliers de la sécurité alimentaire durable

Favoriser l'accessibilité économique à une alimentation de qualité

Favoriser l'accessibilité économique à une alimentation de qualité

Proposer des aliments et/ou des activités gratuites, à prix réduits, tarifications différencierées (colis alimentaires, paniers solidaires, épiceries sociales, groupements d'achat, repas, restaurants sociaux...), ou des transferts monétaires.

- **Permet de lever le frein économique**, qui explique les situations de précarité alimentaire, non sans difficultés pour les porteurs :
 - **Freins liés à la gratuité des actions** : frein à la mobilisation ou l'implication des personnes
 - **Freins liés à la pérennité des projets** : que faire après MMPT ?

Favoriser l'accessibilité physique à une alimentation de qualité

Favoriser l'accessibilité physique à une alimentation de qualité

Donner accès à du matériel et à l'espace nécessaires pour cuisiner (cuisine collective, espaces de stockages, etc.), ou en surmontant les freins liés au manque de mobilité et/ou à l'isolement

■ Plusieurs difficultés rencontrées selon la nature des projets, lieu et publics visés

- **Freins liés à la mobilité et aux transports**, en particulier dans les territoires ruraux (difficultés d'accès aux rares offres d'aide alimentaire) : un usager parcourant 6km à pieds pour aller à l'épicerie **Coup de Main**, les autres dépendant totalement de leur voiture

Bonnes pratiques

- Les dispositifs mobiles, en aller vers, qui vont directement à la rencontre des personnes : la Cuisine nomade de **Resto Troc** ; l'épicerie itinérante Le Rayon de la **BA 44** ;
- L'organisation d'une offre de transport pour les personnes qui ne peuvent se déplacer : la **Maison des Projets** pour ses clients non mobiles de l'épicerie, **les Amis de la Solidarité et de l'Insertion** pour ses sorties pédagogiques.

- **Freins liés au manque de connaissance et de lisibilité de l'offre sur le territoire** : par les usagers ou les structures

Bonnes pratiques

- Le **Soliguide**, projet régional qui vise à répertorier toutes les structures qui apportent une aide alimentaire en PDL

Favoriser l'accessibilité physique à une alimentation de qualité

Donner accès à du matériel et à l'espace nécessaires pour cuisiner (cuisine collective, espaces de stockages, etc.), ou en surmontant les freins liés au manque de mobilité et/ou à l'isolement

- **Freins liés aux horaires d'ouverture des dispositifs d'aide** : généralement en journée, rend difficilement l'accès pour les personnes en emploi et travailleurs pauvres, qui représentent une part importante du public concerné par la précarité alimentaire

Bonnes pratiques

- **ASPIRE Saumur** : mise en place de partenariats avec des commerces du territoire pour la récupération des paniers solidaires (près de chez soi, horaires souples)
- **Les amis de la solidarité et de l'insertion** : Un allongement des horaires d'ouverture de l'épicerie (en soirée) pour mieux répondre au besoin des personnes, notamment les travailleurs précaires qui ont signalé que les horaires d'ouverture ne leur permettaient de venir à l'épicerie, après une interrogation des équipes qui avait noté le départ en 84 personnes sur l'année.

Favoriser l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité

Favoriser l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité

Mettre en place des dispositifs qui favorisent l'acquisition et la valorisation de connaissances et de compétences sur l'alimentation (atelier cuisine, atelier de sensibilisation, jardin partagé, etc.)

- **Agir sur les pratiques alimentaires**, en particulier pour ceux qui en sont les plus éloignés, ne se fait pas sans difficultés :
 - **Difficultés à mobiliser un public en grande précarité** : accueillir et mobiliser, sans stigmatiser

Bonnes pratiques

Mettre en place un accueil bienveillant pour aider à pousser la porte de l'aide alimentaire

- **Jardin de Cocagne Angevin** : « On sait qu'en fonction de l'accueil des professionnels ou des bénévoles, s'ils sont souriants ou pas, avenants ou pas, on n'a pas les mêmes résultats. Certains bénéficiaires, c'est grâce au lien humain qu'on les accroche. »
- **Dans les épiceries VRAC : nappes sur les tables, musique, gâteaux et café** : « On tient à accueillir les personnes dans une atmosphère bienveillante, « comme à la maison ».

Soigner la communication et la présentation des projets pour limiter les effets de censure :

- **Les Défis alimentation positive du Pays Vallée de la Sarthe** : « On a eu du mal à recruter des personnes en précarité malgré la mobilisation de structures partenaires. Notre communication n'était peut-être pas adaptée, trop « technique », ça a pu faire peur aux personnes de s'engager sur un dispositif sur plusieurs mois... »
- **CC des Coëvrons** : création de jardins partagés et ateliers de sensibilisation mais difficultés à mobiliser : repenser l'usage et faire du jardin un lieu de rencontre, sans mettre en avant sa portée pédagogique
- **Graines d'ID** : des ateliers cuisines appelés « démonstrations de cuisine »

Favoriser l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité

- **Difficultés à modifier les pratiques alimentaires sur le temps "court" des projets :** besoin d'accompagnement renforcé et de long terme

“

Les habitudes alimentaires ne se modifient pas si facilement avec un accès à l'épicerie de seulement cinq mois, pendant lequel il est difficile d'évaluer le changement et avec des modifications qui ne se maintiennent pas forcément à la sortie de l'épicerie quand le frein pour accéder à une alimentation de qualité est avant tout économique... » - CCAS de Nantes

Bonnes pratiques

Faire découvrir de nouveaux produits en accompagnant les personnes...

- Les bénévoles formés de l'épicerie Coup de Main

... Tout en partant de leurs envies et pratiques actuelles, et passer du rôle « d'apprenant » à celui de « sachant »

- Les ateliers cuisines et repas partagés des salariés en insertion de Resto Troc

“

On voit qu'on a plus d'impact quand on part des bénéficiaires : ils participent et s'approprient plus l'offre proposée. [...] Il y a un vrai équilibre à trouver entre partir des attentes des personnes et avoir une proposition pour aller vers une alimentation de qualité." – Jardin de Cocagne Angevin

Conclusion

- **Deux facteurs importants de réussite** des projets MMPT en Pays de la Loire :
 - L'importance donnée **au développement du pouvoir d'agir et à la participation des personnes**
 - MMPT donne une place importante à ces enjeux ; émergence de projets qui les prennent en compte, travail d'analyse des besoins et participation sous diverses modalités (des diagnostics de PAT, à l'intégration dans la gouvernance à **VRAC**)
 - Une reconnaissance que cela demande de **créer les conditions pour permettre la participation des personnes** (prendre le temps de créer du lien, accueillir dans l'écoute et la bienveillance, dans des lieux chaleureux pour donner envie de « prendre part »)
 - Faire avec, c'est **mieux comprendre et répondre aux besoins** – parfois, cela implique d'adapter les projets en cours de route ! **CC Coëvrons**
 - Faire avec, c'est redonner de la valeur aux parcours des personnes

“

Les glanages solidaires redonnent souvent un sentiment de fierté aux personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire qui y participent ; elles redécouvrent les produits, se sentent « aidantes » et pas seulement aidées. » - SOLAAL

Conclusion

- **L'importance de penser les projets de lutte contre la précarité alimentaire dans leur globalité et dans la durée** : allier offre alimentaire et sensibilisation, penser le parcours des personnes sur le temps long, et parfois au-delà de la seule question alimentaire
- Des projets qui répondent à une **multitude d'enjeux**
 - **Qualité de l'aide alimentaire et le système alimentaire dans son ensemble** : l'amélioration de la qualité des offres alimentaires pour les personnes en précarité, le développement de circuits d'approvisionnement locaux, durables, en prenant en compte les questions de transition écologique ;
 - **L'accompagnement social global des personnes, qui viennent pour répondre à un premier besoin alimentaire, mais restent pour tout ce qui l'entoure** : le développement du lien social, l'accès aux droits et à la santé, l'expression de sa citoyenneté via la participation aux projets...

Conclusion

- **Le financement MMPT :**
 - **Un levier important** pour les structures, pour mettre en œuvre des projets pertinents, multidimensionnels, qui répondent à un réel besoin, au-delà de l'urgence - on redonne de la valeur aux projets, aux professionnels, et aux publics ;
 - **Quid de la poursuite des actions** à l'issue des deux ou trois années de financement . Comment consolider les initiatives tout en pensant à l'après MMPT ?



Les fiches projets des initiatives soutenues en région Pays de la Loire

Le livret des initiatives déployées en Pays de la Loire

A découvrir dès janvier 2026 sur la [page dédiée](#) : le livret des initiatives soutenues en région Pays de la Loire



Création de l'Epicerie sociale intercommunale et de son Atelier

CIAS Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie Gévaudan (85)
Epicerie, mutualisation, accès aux droits
Budget total du projet : 314 093€
Subvention MMPT : 75 000€
274 personnes inscrites

Description du projet

En septembre 2025, les 14 communes du Pays de Saint-Gilles Croix de vie ont mutualisé leurs services d'aide alimentaire à travers l'ouverture d'une épicerie sociale intercommunale. Cet espace de vente et de distribution d'aliments et denrées, accompagné par un travailleur social et d'un animateur à vivre inférieur ou égal à 10€ par jour et personne. L'usager inscrit dispose d'un panier mensuel de 40 € dont il participe au financement à hauteur de 10%. Des animations sont également développées, en partenariat avec les acteurs du territoire, pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires. Pour venir à l'épicerie, les usagers utilisent leur véhicule personnel (voiture, vélo) ou sont emmenés par un proche, certains proposant du covoiturage. Les communes organisent un transport (minibus, accompagnement par un agent ou un étudiant) et l'Agglomération propose le Res'Aggo, service de transport à la demande.

DDETS, Département, CAF, MSA, ANDÉS et les 14 communes confiennent le projet

Les travailleurs sociaux du territoire (MDSF et autres acteurs, en lien avec les 14 communes du Pays de St-Gilles via leur CCAS)

orientent les personnes

France Service, CLS, CTS, PAT, PCAF, la Bourse, Recyclette, Espaces de vie sociale, mission locale, Ariane, Afsofa, confiennent au parcours d'insertion socio-professionnel des personnes

approvisionnent l'épicerie ou soutiennent son approvisionnement

Les premières réussites

Les défis qui restent à relever

- Aggrégation de projets d'ateliers sur des thématiques proposées par les usagers eux-mêmes
- Développer le lien partenarial avec les acteurs locaux sur la thématique d'insertion professionnelle
- Développer un réseau d'approvisionnement local
- Travailler sur le bien manger et permettre aux usagers de produits de qualité aux personnes en situation de précarité

Verlou, construire un projet partenaire d'accessibilité alimentaire pour toutes et tous

Mairie de Verlou Vertou (44)
Coordination, direct producteurs, sensibilisation
Budget total du projet : 230 450€
Subvention MMPT : 70 000€
louisine.beaujard@mairie-verlou.fr
2023-2028
5 000 personnes environ concernées par les actions

Description du projet

Le projet vise à renforcer les actions de lutte contre la précarité alimentaire sur le territoire à travers différents leviers complémentaires :

- L'implantation d'un groupe de travail d'accessibilité alimentaire a pour objectif de faciliter les échanges entre les acteurs associatifs du territoire, comme pour les actions d'accompagnement et de sensibilisation.
- Le développement de nouveaux approvisionnements pour l'épicerie solidaire via des partenariats locaux et la sensibilisation des acteurs (producteurs, associations, bénévoles) à l'approvisionnement durable et éthique, ainsi que par des rencontres avec des producteurs locaux.
- Le accompagnement et la sensibilisation des acteurs (producteurs, associations, bénévoles) à l'approvisionnement durable et à l'éducation au goût par des ateliers culinaires, des actions de sensibilisation et des formations.

Acteurs du territoire (associations, collectivités, groupes de travail)

approvisionnement collectif et accessibilité alimentaire à

Producteurs locaux

approvisionnement collectif et accessibilité alimentaire à

publics en

proposant actions, soutiens

Les réussites

La commune vers le producteur et dédicace ces

à la place

Les défis qui restent à relever

- Une dizaine de réunions ont été organisées avec des bénévoles et producteurs locaux pour élaborer un projet de collecte d'aliments pour l'épicerie solidaire.
- La mise en place d'un partenariat avec la mairie de Verlou pour un calendrier de collecte.
- La mise en place d'un partenariat avec la mairie de Verlou pour une collecte de denrées.

Extrait du livret présentant les fiches projets des initiatives



Synthèse des ateliers conduits lors de la journée régionale du 21 novembre 2025

THEMATIQUES :

- 1. Démocratie alimentaire**
- 2. Approvisionnements locaux et de qualité**
- 3. Accès aux droits et à l'alimentation**
- 4. Les modèles socio-économiques des initiatives**



ATELIER 1 - Démocratie alimentaire

Témoignages : Liza GUILLAUME, chargée de Développement local et Ariane RITUIT, adhérente et membre du Conseil d'administration, VRAC Nantes métropole (44), et Jean-Philippe GREAUD, Animateur Réseau Pays de la Loire et Bretagne et Michèle POLICARPO, adhérente et membre de l'épicerie Brévinoise (44), Réseau Andès

Les témoignages de l'épicerie brévinoise, de VRAC Nantes métropole et les contributions des participant·es à l'atelier ont permis d'illustrer les **différents niveaux de participation** dans les projets soutenus à travers le programme Mieux manger pour tous. Selon les cas, cela peut aller de la participation à un atelier cuisine, jusqu'à l'implication de bénéficiaires-bénévoles dans les conseils d'administration des associations.

Comment favoriser cette participation ?

Un préalable est de **sensibiliser et/ou former les équipes salariées et bénévoles**, afin qu'elles comprennent l'intérêt et les bénéfices collectifs et individuels que permet la participation des personnes : comment celle-ci peut améliorer la qualité des projets, offrir une réponse plus adaptée, favoriser la prise de confiance en soi, rompre l'isolement, permettre aux personnes de faire valoir leurs compétences, etc.

L'accueil des personnes est une étape clé afin d'instaurer une relation de confiance. Un autre levier est de bien les **informer sur le fonctionnement des projets**, pour leur donner envie de s'impliquer. Les **activités et ateliers qui favorisent le lien intergénérationnel** apparaissent comme un bon moyen de favoriser les échanges ; les enfants et les jeunes étant souvent force de proposition.

Pour aller plus loin et rendre possible la participation des personnes accueillies dans les instances de décision, il peut être nécessaire **d'instaurer un cadre formel**, tel que d'inscrire cela dans le règlement de la structure.



ATELIER 1 - Démocratie alimentaire

Quelques conseils pour des structures qui souhaitent développer la participation :

- Créer des **espaces d'accueil et de convivialité**
- S'ouvrir aux autres et **aller dans des événements avec des personnes accueillies**
- Mettre en place les **conditions matérielles de la participation**, comme le fait de proposer une garde d'enfant
- **Casser les idées reçues** sur les personnes en situation de précarité pour déconstruire les éventuelles résistances internes
- **Faire appel aux bénévoles et salarié·es** sur le terrain pour être forces de proposition et identifier les bénéficiaires qui pourraient s'impliquer davantage
- **Créer des liens de confiance**, via des ateliers cuisine par exemple, qui permettent à tous et toutes de partager leurs savoirs
- **Être à l'écoute des personnes et valoriser tous les points de vue**



ATELIER 2 - Approvisionnements locaux et de qualité

Témoignages : Camille Villard, chargée de mission filières locales et restauration collective au **Groupement des Agriculteurs Bio (GAB) de Loire-Atlantique (44)**, et Ariane Bureau, chargée de mission agriculture et alimentaire à **ASPIRE Saumur (49)**

Les témoignages des deux intervenantes ont permis d'illustrer différentes façons de mettre en place des coopérations au niveau local pour répondre à trois enjeux interconnectés :

- Comment mettre en place de **nouveaux circuits d'approvisionnement, de qualité, en circuits courts ?**
- Comment **créer des liens** entre agriculteurs locaux, associations de solidarité alimentaire, et consommateurs ?
- Comment **lutter contre la précarité alimentaire** et apporter une offre alimentaire digne, tout en offrant des **alternatives viables pour les producteurs**, aussi touchés par la précarité ?

Le **GAB 44** a ainsi présenté sa **méthode de concertation et de planification**, réunissant structures d'aide alimentaire et agriculteurs bio du territoire. Sur le PETR Pays de Retz, cette méthode en plusieurs étapes et l'accompagnement du GAB a permis la mise en place de contrats locaux et d'achats directs entre des antennes des Restos du Cœur (à venir pour d'autres structures, CCAS et épiceries) et fermes locales.

ASPIRE Saumur a présenté son activité en tant qu'**acteur à double casquette de "producteur solidaire"**, en tant que chantier d'insertion en maraîchage ayant des débouchés solidaires (Banque alimentaire, paniers solidaires...). En particulier, il a été question de la mise en place du marché de légumes à tarif solidaire d'ASPIRE, et des évolutions engagées pour créer plus de liens entre salariés en insertions producteurs, et clients consommateurs.



ATELIER 2 - Approvisionnements locaux et de qualité

Quelques conseils pour des structures qui souhaitent développer de nouveaux circuits d'approvisionnements locaux et de qualité :

- Avant tout, **créer du lien humain, "en vrai", entre des acteurs qui se connaissent encore peu**, pour créer des projets communs
- Créer des **espaces d'échanges pour coopérer et se coordonner** entre associations et producteurs ; travailler ensemble sur une **planification** commune, côté offre et demande.
- Tout en prenant en compte les besoins (et envies) des associations et des personnes en précarité, **renverser la perspective : partir des capacités agricoles** pour repenser la distribution alimentaire
- **S'appuyer sur les acteurs locaux** pour mettre en place des circuits vertueux et penser de nouvelles solutions : les cuisines centrales (capacités logistiques, stockage), les monnaies locales...

Les participant-es ont rappelé l'**impact essentiel du fonds MMPT**, qui permet aux structures de monter des projets de coopération ambitieux, pour une offre de qualité pour les personnes en précarité, et qui soutient le travail des producteurs locaux.

Le mot de la fin du GAB 44 :

“ Rencontrez les acteurs locaux et lancez-vous !



ATELIER 3 - Accès aux droits et à l'alimentation

Témoignages : Claire Fantin, chargée de mission Cuisine Nomade à l'association Resto-Troc (49), et Lisa Panche-Duperray, Responsable du pôle famille et vie sociale à la Maison des projets (72)

Si l'imaginaire collectif renvoie les actions d'accès aux droits principalement à des actes administratifs, les deux intervenantes ont démontré au travers de leur présentation à quel point **l'accès aux droits** devait être compris et mis en œuvre dans **une acception bien plus large** !

Grâce à sa **proximité avec le centre social**, l'épicerie solidaire **La Maison des Projets** bénéficie d'un **accès facilité à l'ensemble des actions** réalisées par ce dernier. Lorsque les personnes viennent faire leurs courses, l'animatrice de l'épicerie présente la diversité des activités, facilitant ainsi **l'accès – social, informationnel, et physique** à ces dernières, qui ne sont autres que des moyens permettant aux personnes d'exercer **leurs droits sociaux** pris dans leur grande diversité : échanges avec des travailleur.euses sociaux.les de la Mission locale, Carsat, bilan de santé physique, accès à tarifs réduits à un bassin de nage, accès à des écoutes psy, ateliers autour de l'estime de soi et du bien-être, rendez-vous coiffure, ateliers de sophrologie et yoga, accès à des activités culturelles, etc. Ainsi, l'accès à l'épicerie constitue un canal facilitant pour les personnes bénéficiaires limitant ainsi les freins à l'exercice de leurs droits.

Grâce à sa cuisine nomade l'association Resto Troc **se rend à la rencontre des publics isolés** pour créer du **lien social** autour de **l'alimentation** : « on discute, et on prend le temps d'écouter les gens ». Au-delà d'échanger, ces moments constituent également des **espaces où l'accompagnement peut se concrétiser de manière informelle** (orientation vers les bon.nes interlocuteur.ices, réponses aux questions, etc.). Également, cette action peut constituer **un tremplin pour des personnes désireuses de se réinsérer** professionnellement grâce au chantier d'insertion tenu par l'association.



ATELIER 3 - Accès aux droits et à l'alimentation

Quelques conseils pour des structures qui souhaitent proposer ou renforcer les actions d'accès aux droits via l'alimentation :

- Garantir **un climat convivial et bienveillant** dans les dispositifs, tant pour les **personnes accueillies** que pour les **personnes bénévoles**
- Travailler **la communication** des espaces de solidarité afin de **casser les imaginaires collectifs** et les **préjugés** sur les personnes bénéficiaires
- **S'inspirer de ce qui se fait ailleurs**, et sur des sujets autres ; se mettre en **réseau** ; capitaliser et **échanger** entre acteur.ices de proximité ; « aller voir son voisin »
- Travailler **en partenariat**, avec des acteur.cies de proximité pour **mutualiser les actions de chacun.e** (sur le modèle de la Maison des projets et du centre social)
- Proposer des temps **en dehors des ateliers**, avec les bénévoles et les personnes bénéficiaires pour **respirer**, faire **naitre des envies**, se **rencontrer**
- Créer des **contrats d'engagement entre le bénévole et l'association** pour créer un sentiment d'appartenance au projet, et permettant aussi d'alléger la charge de travail pour les salarié.es

« Quand on réfléchit, le droit commun, c'est accéder à des services, mais aussi faire du sport, des loisirs, s'occuper de sa santé ! »

« L'accès aux droits, ce n'est pas forcément remplir les papiers. C'est aussi proposer une écoute aux personnes, discuter, les orienter vers les bon.es interlocuteur.ices, leur proposer des temps de partage...»



ATELIER 4 - Les modèles socio-économiques des initiatives

Témoignage : Manon Sirisouk, directrice adjointe de l'association APPUI (93)



En 2023, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Chaire Alimentations du monde de l'Unesco ont publié un guide portant sur les **modèles socio-économiques des initiatives de solidarité alimentaire**.

Prenant acte de la difficulté à mobiliser toujours plus de soutiens publics pour soutenir les initiatives qui voient le jour, ce guide présente, à travers de nombreux exemples, les leviers sur lesquels agir pour assurer la pérennité de ces initiatives.

Ce travail propose ainsi aux organisations **huit leviers** sur lesquels agir pour **renforcer le modèle économique** de son initiative, tout en faisant en sorte que celui-ci soit **compatible avec le projet social et politique** porté :

- les approvisionnements alimentaires,
- la politique tarifaire
- les activités et services
- les richesses humaines
- les ressources humaines et non monétaires
- les statuts juridiques et la fiscalité
- les alliances territoriales et la mutualisation
- les nouvelles approches de la valeur.

Dans le même temps, cette étude et les leviers identifiés permettent de porter un autre regard sur « ce qui compte » et sur la valeur, en dépassant l'unique enjeu économique ou de rentabilité. Il s'agit d'autant d'outils et d'arguments pour aller défendre et dialoguer avec de potentiels financeurs.



ATELIER 4 - Les modèles socio-économiques des initiatives

Les **huit leviers constitutifs** du modèle de chaque initiative



Quelques **enseignements clés** mis en discussion avec les participant.es :

L'existence d'un foisonnement de modèles socio-économiques

- Chaque initiative fait des arbitrages stratégiques qui, en s'articulant les uns aux autres, finissent par définir un modèle socio-économique singulier qui se construit de façon itérative dans le temps.
- Trouver les quelques modèles économiques types qui seraient efficaces à la fois économiquement et dans leur réponse aux enjeux et contextes de chaque territoire paraît ainsi illusoire.

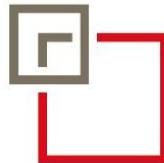
Prendre en compte l'ensemble des valeurs produites

- Les valeurs sociétales générées par les initiatives sont reconnues, elles ne sont pas véritablement mises au bilan des actions. Il y a là un véritable chantier à ouvrir pour améliorer la prise en compte « formelle » de ces externalités positives (et parfois négatives).

Reconnaître les limites d'une action sociale autofinancée

- La solidarité entre mangeurs ne peut pas contribuer significativement à financer l'accès à des tarifs très bas pour les personnes en précarité
- La diversification des activités et services ne permet pas de financer des activités déficitaires par des activités rentables.
- La diversification des ressources financières ne suffit pas à consolider le modèle socio-économique.

Plus d'informations et contacts



Agence
nouvelle des
**solidarités
actives**

www.solidarites-actives.com

Agence nouvelle des solidarités actives
62 bis rue de la Mouzaïa 75019 Paris

ERCEAU Julie

julie.erceau@solidarites-actives.com

COSNIER Leeloo

leeloo.cosnier@solidarites-actives.com